



LE CONFINEMENT, BON POUR LE CLIMAT ?

octobre 2020

Pendant deux mois, le monde s'est confiné. Des habitants à la maison, des rues vides, un ciel réservé aux seuls oiseaux, des entreprises à l'arrêt... Résultat : une baisse globale des consommations énergétiques, entraînant logiquement une réduction des émissions des gaz à effet de serre, principaux responsables du changement climatique.

Sur cette période de deux mois, le Haut Conseil du Climat estime que les rejets de CO₂ ont diminué de 30% en France. Des chiffres similaires sont avancés pour plusieurs autres pays. Effet d'aubaine ? Les énergies renouvelables ont grignoté quelques parts détenues par les énergies fossiles ; selon le site anglais Carbon brief, spécialisé sur les questions d'énergie et de climat, les productions solaires et éoliennes ont ainsi atteint 23 % de la production d'électricité européenne au mois d'avril... De son côté, l'Agence Internationale de l'Energie estime, dans son rapport publié le 30 avril dernier, que la baisse de la demande mondiale en énergie atteindra ainsi 6% sur l'année 2020, soit sept fois la baisse constatée après la crise financière mondiale de 2008. Les économies avancées semblent les plus touchées : - 9% aux États-Unis, - 11% dans l'Union européenne.

Le confinement mondial pourrait donc avoir pour conséquence une baisse de 8 % des émissions de gaz à effet de serre, soit près de six fois la baisse observée après la crise économique de 2008, du jamais vu depuis la Seconde Guerre Mondiale. Ces gains, ou plutôt ces émissions évitées, sont principalement liés à l'arrêt des activités industrielles (- 7.1% par rapport à la même période en 2019), des transports routiers (- 8.3%) et de la génération d'électricité (- 3.8%), suivis de tous les autres secteurs économiques impactés par le confinement.

L'année 2020 est ainsi la première année à respecter l'objectif « 1,5°C » de l'Accord de Paris, entré en vigueur en 2016, ... et ceci grâce à l'instauration de mesures de protection sanitaire et non pas de mesures adaptées de politique climatique. Or, pour limiter effectivement l'augmentation de température à 1,5°C à l'horizon 2100, une diminution des émissions de gaz à effet de serre de 7.6% doit être constatée chaque année d'ici 2030 et une neutralité carbone doit être atteinte dès 2050 ! Cette situation paradoxale, relevée par François Gemenne, spécialiste en géopolitique de l'environnement, souligne bien le fait que le changement climatique est un problème structurel et aucunement conjoncturel. La modification fondamentale, mais temporaire, de l'économie et du fonctionnement des territoires, induite par le passage du Covid-19, a permis de démontrer par l'exemple les transformations profondes et nécessaires à engager sur la durée si nous voulons infléchir efficacement le changement climatique. L'utilisation des combustibles fossiles représente environ 80% de la production d'énergie au niveau mondial. C'est cette même part que devront représenter demain les économies d'énergie, l'utilisation d'énergies décarbonées ou encore la mise en place de systèmes performants de captation de CO₂, via une séquestration dans les sols profonds ou les sols agricoles.

Revenir « à la normale », « comme avant », ferait de l'année 2020 un épiphénomène, qui n'aurait finalement que très peu d'impact sur le changement climatique. Sans le confinement, *“la quantité totale de CO2 dans l'atmosphère aurait augmenté de 0,68% en 2020, par rapport à la moyenne mondiale de 2019. Mais avec le verrouillage, nous prévoyons une augmentation de 0,60 %”* (Carbon Brief). Une goutte d'eau... Les craintes sont justifiées : la sortie de la crise économique de 2008 a été marquée par un net effet rebond des émissions de gaz à effet de serre, lié à la reprise et l'amélioration des conditions économiques. L'histoire risque de se reproduire, la baisse des émissions liée à la pandémie n'étant elle aussi ni intentionnelle, ni désirée...

QUELLES LEÇONS TIRER DE L'« EXPÉRIENCE » DU CONFINEMENT ?

Peut-on envisager 2020, non pas comme un artéfact dans la courbe de croissance continue des émissions de gaz à effet de serre, mais comme une impulsion, un catalyseur renversant cette tendance ? Si la question est globale, à partager mondialement, beaucoup de réponses trouvent leur pertinence à être envisagées et réglées à l'échelon local. Ainsi, à côté des ressorts économiques à revisiter, que nous ne traiterons pas dans ce propos, il semble opportun de nous poser un peu : comment cet épisode re-questionne nos façons de réfléchir, de penser l'avenir de nos territoires au regard de l'enjeu climatique, profondément intriqué avec des enjeux sociaux, sociétaux, sanitaires, environnementaux qui nous interpellent également par ailleurs ? Quelles pistes ambitieuses pouvons-nous envisager pour que l'aménagement, le développement, le fonctionnement territorial imaginés aujourd'hui n'obèrent pas notre vulnérabilité énergétique et climatique demain ?

Des changements de comportements, individuels et collectifs, ont été testés en grandeur nature et en temps réels pendant cette crise. Les enseignements de cette « démonstration » nous donnent quelques clés pour mieux appréhender les orientations urbaines qui peuvent répondre aux enjeux de la lutte contre les conséquences du changement climatique.

La zone de marche autorisée de « 1 kilomètre » autour de son logement a particulièrement soulevé la question de l'accès des habitants aux aménités urbaines : sortir de son logement « étrié » pour déambuler, à pied voire en vélo, et trouver facilement accès à des espaces ouverts, des espaces verts, des espaces de nature... bref de quoi se détendre et respirer. Force est de constater que tous les habitants n'ont pas bénéficié des mêmes opportunités en la matière : comment cette situation, peut-être amenée à se renouveler, impacte-t-elle les « envies » de ville de la part des habitants ? comment ces constats influencent-ils les modes de penser l'organisation de la ville à l'échelle micro, les formes urbaines, dans les interrelations entre lieux habités et lieux extérieurs vécus, mais aussi la place de la nature, des espaces ouverts « multifonctionnels » ? On parle là d'une ville de proximité qui influence fortement la mobilité et la qualité de vie des habitants.

Parlons-en. Les restrictions de mobilité et les changements de modes de déplacements, au profit du vélo notamment, ont très fortement pesé dans la baisse des émissions de gaz à effet de serre, tout comme dans l'amélioration de la qualité de l'air et de l'environnement sonore d'ailleurs. Ils ont démontré, si besoin il en était, combien les orientations prises en matière de transports sont profondément impactantes, à l'échelle des territoires vécus. Que retiendrons-nous qui puisse influencer les politiques de mobilité à l'avenir pour des déplacements optimisés, soit, mais aussi plus vertueux au regard des ressources énergétiques et du climat ?

Cet épisode a bénéficié d'un climat printanier assez doux, fort heureusement. Le confinement, en maintenant les habitants dans leur domicile, a sérieusement interrogé la qualité énergétique de ce dernier. Quid des notes de chauffage astronomiques dans des logements mal isolés, non adaptés au confort d'hiver, si ce confinement s'était déroulé durant un épisode de grand froid ? Quid des effets sanitaires de devoir rester dans des logements étouffants, non adaptés au confort d'été, en cas de vagues de chaleur ? La qualité énergétique du bâti que nous concevons aujourd'hui doit sérieusement réinterroger les acteurs de la production du logement, pour évacuer du marché des produits trop énergivores, impactant pour le climat et ... pour le portefeuille de leurs habitants.

Les transports comme le bâti auront “un rôle clé à jouer lors de la prise de décisions politiques sur la protection du climat dans les années à venir” selon Corinne Le Quéré, présidente du Haut Conseil pour le Climat. Quelles marges de manœuvre nous donnons-nous, face à ces constats et ces questionnements, pour ré-interpeller notre modèle urbain actuel, dans une approche globale de l’impact de son fonctionnement sur le climat ? Quels leviers choisissons-nous d’actionner pour lutter contre le changement climatique et nous y adapter positivement et durablement ?

Quelles conditions posons-nous et respectons-nous collectivement sur le long terme pour des territoires et une société plus sobres en carbone ?

Pas facile de décliner ces questions, encore moins d’en détailler les réponses de façon réellement satisfaisante, tant le sujet urbain est « systémique », interpellant de façon transversale l’ensemble des politiques sectorielles territoriales et un large panel d’acteurs.

Une piste peut être évoquée : approcher, collectivement si possible, les futurs possibles, les opportunités comme les voies en impasse ; penser « pluriel » ; tester les intentions stratégiques des acteurs. Pour aider au cheminement de la réflexion, éclairer cette dernière, scénariser plusieurs avènements à du sens, pour pouvoir se positionner en connaissance de cause, appréhender plus finement les effets, attendus ou inattendus, positifs ou négatifs, et être en mesure d’argumenter sur les choix d’aujourd’hui qui feront la ville de demain.

ACCLIMAT, un travail de recherche pour éclairer l’évolution des formes urbaines

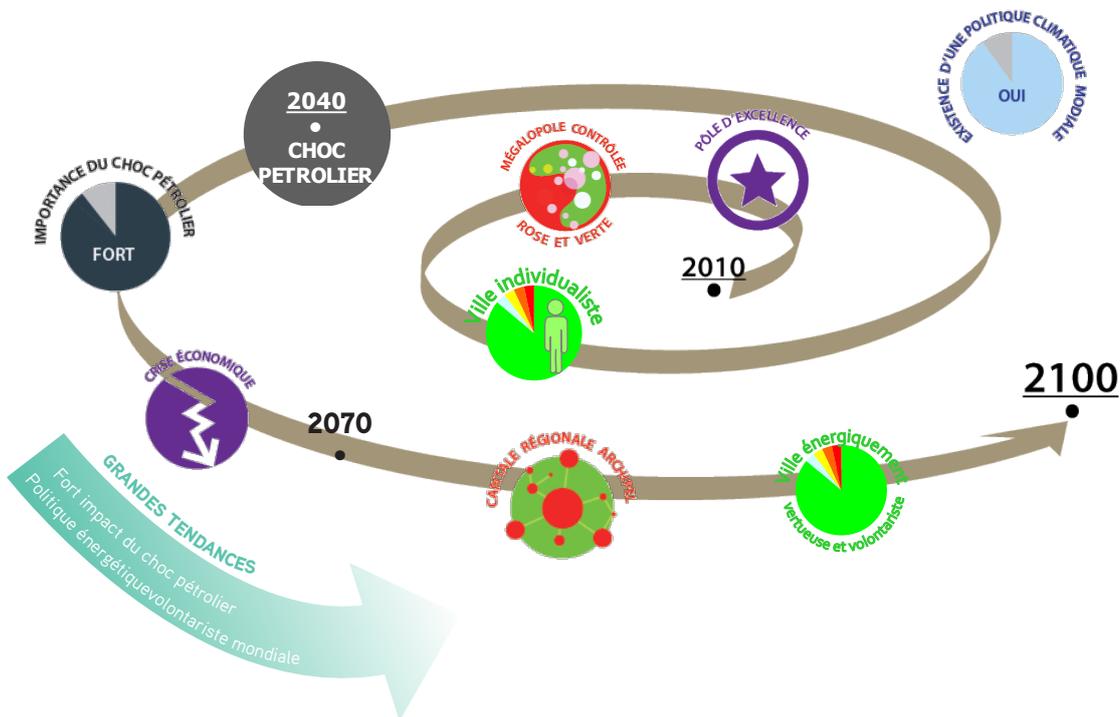
Le projet de recherche « Adaptation au Changement Climatique de l’Agglomération Toulousaine » (ACCLIMAT, 2010-2013) permet de tirer profit, sur l’agglomération toulousaine, de la réflexion menée sur des scénarios urbains contrastés et de leurs incidences en termes de climat urbain.

ACCLIMAT a permis d’apporter de nouveaux éclairages sur les impacts à très long terme de leviers d’aménagement urbain : ceinture verte, végétation en ville, comportement des usagers, rénovation des bâtiments existants, mais surtout la nécessité de mettre en œuvre, sans tarder face à l’inertie urbaine, une politique ambitieuse d’urbanisation pour réellement et durablement adapter la ville de demain au changement climatique.

Une démarche prospective originale a été mise en place dans ce projet, combinant récits narratifs et simulation numérique. Elle a permis la construction et la comparaison, sous le pilotage de l’AUAT, de sept scénarios prospectifs d’évolution de l’agglomération toulousaine à l’horizon de la fin du siècle. L’objectif : tester par simulation numérique différentes mesures d’adaptation au changement climatique, identifier des leviers d’actions et évaluer les résultats des mesures envisagées pour adapter la ville au climat futur.

Construits à partir de quatre niveaux de facteurs influents sur la ville, ces scénarios ont donné lieu à sept futurs possibles et contrastés pour l’agglomération toulousaine, mis en cohérence avec des scénarios climatiques locaux élaborés à partir du 4ème rapport du Groupe d’Experts Intergouvernemental sur l’évolution du Climat (GIEC).

Une combinaison des scénarios thématiques...pour une mise en « récit »



La construction de scénarios urbains, et de leur mise en récit, est l'opportunité d'un travail collectif, visant à la fois une cohérence intrinsèque à chacun d'entre eux et suffisamment de contraste pour porter un débat. Cette étape, fondamentale pour la suite de l'exercice, donne lieu à une culture collective et partagée dans l'art de « construire des scénarios » et de sortir des schémas de pensée habituels. Et c'est là tout l'enjeu ! S'autoriser de nouvelles opportunités, le droit d'imaginer un avenir urbain différent. C'est aussi appréhender les incidences potentielles de ses choix et prendre ses responsabilités citoyennes, notamment au regard des enjeux énergétiques et climatiques qui apparaissent de plus en plus prégnants.

7 scénarios prospectifs

- 1 - « Réactif »
- 2 - « Réfléchi »
- 3 - « Dynamique »
- 4 - « Vert »
- 5 - « Néfaste » (= en crise)
- 6 - « Passif »
- 7 - « Fil de l'eau »

Pour en savoir plus :

Rapport ACCLIMAT :
<https://www.aua-toulouse.org/spip.php?article518>

Perspectives Villes « Quels leviers pour réduire l'îlot de chaleur urbain ? » :
<https://www.aua-toulouse.org/spip.php?article1951>